

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Madame la Présidente, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les observations de mon ami, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper), au sujet des programmes du gouvernement et du projet de loi qu'il a présenté pour obtenir l'autorisation d'emprunter 25,3 milliards de dollars au cours de l'exercice financier 1988-1989. Je crois comprendre, d'après ce qu'il a dit, qu'il s'oppose énergiquement aux priorités définies par le gouvernement. Je voudrais donc lui demander certaines précisions à cet égard.

D'une part, le gouvernement, tout déterminé qu'il soit à réduire le déficit et à limiter la croissance de la dette nationale, doit reconnaître qu'il a échoué. La dette nationale s'est considérablement accrue. Le ministre des Finances (M. Wilson) doit accepter la responsabilité d'avoir ajouté une centaine de milliards ou plus à la dette nationale. Le programme de réduction du déficit a clairement plafonné aux alentours de 30 milliards de dollars par an. Il faut reconnaître bien sûr que le ministère des Finances et les milieux financiers du Canada ont imposé au gouvernement fédéral il y a deux ans de ne pas laisser le déficit dépasser les 30 milliards. Le gouvernement s'est donc arrangé, par tous les moyens possibles, pour rester en deça de ce montant. Mais le simple fait d'avoir atteint ce montant est sûrement un aveu d'échec.

D'autre part, le gouvernement a échoué dans tellement de secteurs. Le député a exposé minutieusement ces diverses lacunes et les mesures nécessaires qui n'ont pas été prises. Le député pourrait peut-être parler davantage de l'échec du gouvernement dans la mission qu'il s'était lui-même donnée et des façons innovatrices de répondre aux besoins des Canadiens en se servant du pouvoir d'emprunt du gouvernement. Un emprunt de 25 milliards de dollars serait tout à fait acceptable s'il était contracté en vue d'assurer le plein emploi, ce qui nous permettrait d'équilibrer le budget et de réduire le déficit dont le gouvernement s'inquiète tant. L'objectif des néo-démocrates a toujours été d'apporter prospérité et bien-être aux Canadiens, même du temps de la Fédération du *commonwealth* coopératif, et de réaliser le rêve de nos fondateurs qui sont entrés dans la vie publique déterminés à faire régner la justice sociale.

M. Keeper: Madame la Présidente, ce qui est intéressant au sujet de la question des déficits et des emprunts, particulièrement au sujet des déficits, c'est que les partis conservateurs, que ce soit au Canada, aux États-Unis ou ailleurs, ont tendance à parler de réduction des dépenses, alors que les partis sociaux-démocrates, comme le nôtre, ont tendance à parler des dépenses utiles et nécessaires. Mais, ce qui m'étonne le plus, c'est que les dépenses ne semblent pas diminuer même lorsqu'un gouvernement conservateur accède au pouvoir. Celui-ci dépense dans des secteurs différents. Ce sont des groupes différents qui profitent d'allègements fiscaux et qui profitent du trésor public.

Je pense à la politique de réforme fiscale que le gouvernement a présentée dans son dernier budget. Rien n'a changé: le gouvernement continue de hausser les impôts que doit payer la famille canadienne ordinaire et de ne pas imposer les grandes sociétés qui réalisent des bénéfices par centaines de millions de

dollars. En d'autres mots, une décision consciente du gouvernement permet aux entreprises rentables de ne pas payer d'impôts. Parallèlement, le gouvernement augmente les impôts des familles de la classe moyenne. On force la dose, car nous savons que lorsqu'un gouvernement se fait élire en affirmant qu'il ne gaspillera pas d'argent, qu'il ne dépensera pas inutilement, qu'il sera économe, il ne lui reste qu'à réaménager les articles de dépense.

Il n'y a qu'à prendre l'exemple des États-Unis. Le président Ronald Reagan a réduit considérablement les programmes sociaux pour accroître le budget militaire. Il a gonflé démesurément ce budget. Il est malheureux que le gouvernement du Canada adopte les mêmes priorités comme en témoigne son dernier budget et ses prévisions de dépenses où l'on apprend qu'au moment même où il menace les programmes sociaux, il s'appête à augmenter le budget de la défense. Lorsqu'il est question de dépenses et de déficits, il ne s'agit pas de savoir s'il faut oui ou non dépenser, mais de déterminer où dépenser et quelles sont les priorités.

● (1210)

Je demande donc au gouvernement ce qu'il a fait pour régler les problèmes fondamentaux et graves de notre génération, à savoir, la pauvreté, le manque de logements et l'analphabétisme. Qu'en est-il du plein emploi? Il y a un million de Canadiens qui cherchent un emploi et n'en trouvent pas. Il subsiste une différence entre les salaires des hommes et celui des femmes. Les autochtones de notre pays connaissent des taux de chômage extrêmement élevés. Dans les réserves indiennes, le chômage atteint près de 80 p. 100. Si c'était le cas pour les Canadiens blancs de descendance européenne, on aurait une révolution dans notre pays. Pourquoi tolère-t-on ce genre d'injustices? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pris aucune mesure significative dans ces domaines?

Que se passe-t-il pour les minorités visibles en ce qui concerne l'emploi? Il y a des membres de minorités ethniques qui arrivent ici avec des capacités, des compétences et des qualifications qui ne sont pas reconnues et qui devraient l'être. Il y a des immigrants qui ont reçu à l'étanger une formation de docteur, d'infirmière, d'architecte et d'ingénieur dont les qualifications sont reconnues aux États-Unis mais pas dans notre pays. Que diriez-vous d'un peu de justice? Que diriez-vous qu'on prenne quelques mesures? S'il faut dépenser un peu d'argent, pourquoi ne le fait-on pas dans ce domaine au lieu de permettre à ces 60 000 sociétés canadiennes qui font des bénéfices s'élevant à des centaines de millions de dollars de ne payer aucun impôt. Quand il s'agit de déficit, quand il s'agit d'emprunter, la question est de savoir où le gouvernement dépense l'argent et quelles sont ses priorités.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Madame la Présidente, je suis heureux de participer au débat portant sur la demande du gouvernement fédéral visant à obtenir de la Chambre des communes l'autorisation d'emprunter 25 milliards de dollars. Cela me donne l'occasion d'étudier en détail les plans financiers du gouvernement à la suite du très récent budget.